



## Les conclusions du sommet de l'OTAN au Pays de Galles

Par [Valentin Vasilescu](#)

Mondialisation.ca, 13 septembre 2014

[reseauinternational.net](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

L'OTAN a agi comme si le traité OTAN-Russie était de facto devenu caduque, sans cependant créer de nouvelles bases en Europe, laissant la Pologne, la Roumanie et les Pays Baltes avec leurs illusions. Elle a également décidé de financer l'Ukraine pour continuer sa [guerre](#) civile dans le Donbass, en dépit de la signature d'un cessez-le feu à Minsk.

Deux décisions majeures ont été prises pendant le sommet de l'OTAN tenu du 4 au 5 Septembre 2014 au Pays de Galles. Le premier a été de soutenir la poursuite de l'opération militaire de l'armée ukrainienne contre les forces d'[autodéfense](#) dans les régions de Donetsk et de Lougansk, torpillant sciemment la trêve négociée avec succès à Minsk. À cet égard, les pays membres de l'OTAN ont décidé d'allouer 15 millions de dollars à l'armée ukrainienne. La deuxième décision était de rompre unilatéralement de facto le traité OTAN-Russie, tout en déclarant que le traité reste formellement en vigueur et que ce serait la Russie qui ne le respecterait pas.

L'OTAN et la Russie ont créé un Conseil conjoint permanent OTAN-Russie, fondé sur un traité appelé « Acte Fondateur sur les Relations, la Coopération et la Sécurité Mutuelles entre l'OTAN et la Fédération de Russie », signé le 27 mai 1997 à Paris. Depuis lors, le Conseil conjoint permanent se réunit deux fois par an pour discuter des sujets et des problèmes de l'OTAN et de la Russie au niveau des ministres des Affaires étrangères et des ministres de la défense. Des consultations mensuelles ont lieu au niveau des ambassadeurs et des représentants permanents du conseil de l'Atlantique Nord.

Les composantes militaires du Conseil conjoint permanent ont établi des liaisons militaires à différents niveaux, sur une base réciproque. L'objet de cet accord est que, en temps de crise ou d'autres situations qui affectent la paix et la stabilité en Europe, les décisions du Conseil conjoint permanent OTAN-Russie jouent un rôle décisif. C'est le cas par exemple si l'un des membres du conseil perçoit une menace pour son intégrité territoriale, son [indépendance](#) politique et sa sécurité nationale.

Un addendum à cet accord OTAN-Russie, réitérait les conditions signées en 1989 par le secrétaire d'État James Baker, selon lesquelles la Russie acceptait de retirer ses troupes de l'Allemagne de l'Est pour permettre la réunification allemande. Les Etats-Unis et l'OTAN s'engageaient de leur côté à ne jamais étendre leur influence, même d'un centimètre, à l'est de la Pologne, sur le « corridor sanitaire de la Russie » constitué par la Biélorussie, l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

La signature du traité de l'OTAN-Russie le 16 Décembre 1997 a ainsi rendu possible la

signature du protocole d'adhésion de la Pologne, la République Tchèque et la Hongrie à l'OTAN. En 2004, toujours avec l'assentiment du Conseil Conjoint OTAN-Russie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Slovénie, la Slovaquie, la Bulgarie et la Roumanie rejoignent l'OTAN à leur tour. Les derniers pays à intégrer l'Alliance furent l'Albanie et la Croatie, en 2009.

La première tentative de violer le traité OTAN-Russie a eu lieu lors du sommet de l'OTAN en avril 2008, à Bucarest, lorsque l'OTAN a franchi la ligne, en mettant en discussion des candidatures « interdites » : l'Ukraine et la Géorgie. La deuxième violation grossière du traité a eu lieu avec le coup d'État déguisé sous le nom d'Euromaidan, par lequel les États-Unis et l'OTAN ont poursuivi la subordination politique de l'Ukraine avec, comme objectif final, l'utilisation de la région de Lougansk comme tremplin pour anéantir la force nucléaire russe.

A partir de cette zone, les [missiles](#) balistiques de courte portée (700-900 km) SM-3 [Bloc](#) 1B peuvent atteindre les silos de [missiles](#) intercontinentaux russes situés au sud-est de [Moscou](#). Il s'agit d'une réplique modernisée du missile balistique nucléaire de courte portée MGM-31A Pershing IA, déployé en Europe durant la guerre froide. Pour la Russie, l'annulation par l'OTAN du traité OTAN-Russie était simplement une confirmation d'une situation existante.

<http://reseauinternational.net/qua-dit-obama-aux-gouverneurs-colonies-americaines-convoques-varsovie/>

Malgré de nombreuses propositions plus ou moins farfelues de la Roumanie, de la Pologne et des Pays Baltes, ce sommet n'a pas pris de décision sur l'emplacement de nouvelles [bases militaires](#) de l'OTAN en Europe. Le fait est que la force militaire de l'OTAN est représentée surtout qualitativement mais aussi quantitativement, pour 75% par l'armée américaine. 20% de cette capacité est représentée par les anciens membres de l'OTAN dans l'ouest, le nord et le sud de l'Europe et le Canada. Seulement 5% des forces de combat de l'Alliance concernent les membres nouvellement admis, depuis 1989 dans l'OTAN, c'est-à-dire les républiques issues de l'ex-[URSS](#) et le d'autres anciens pays communistes. Sans les États-Unis, les armées de l'OTAN ressemblent à des vermisseaux face aux forces nucléaires stratégiques russes.

La décision de financer la construction de supposées bases militaires supplémentaires de l'OTAN en Europe avec du matériel militaire, des munitions et des soldats, doit répondre à des intérêts américains, menée en parallèle avec l'action de l'USEUCOM-Europe, représentant l'armée américaine pour le théâtre d'action Européen. Aussi, la Roumanie, la Pologne et les Pays Baltes n'ont aucun mot à dire en la matière. Et parce que l'OTAN n'est pas seulement une alliance politico-militaire créée par les États-Unis, l'émergence évidente d'un monde multipolaire fait que son importance pour la politique étrangère et pour l'armée des États-Unis a énormément diminué en faveur d'autres alliances créés par les Américains dans d'autres parties du monde.

Valentin Vasilescu

*Traduction du roumain: Avic [Réseau International](#)*

La source originale de cet article est [reseauinternational.net](http://reseauinternational.net)  
Copyright © [Valentin Vasilescu](#), [reseauinternational.net](http://reseauinternational.net), 2014

---

Articles Par : [Valentin Vasilescu](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)